

**ÉCO MÉNAGER**  
ELECTROMÉNAGER & POÊLES (Bois et granulés)  
**Poêles, cuisinières, inserts bois et granulés**  
**L'hiver se prépare maintenant!**  
**LANDRAU** 18, imp. des Genêts - Z.I. de Bellevue - Bordure RN 12  
**ST-AGATHON - 02 96 44 40 80**  
Horaires d'ouverture : Lundi 14 h / 19 h - Du mardi au vendredi 9 h / 12 h - 14 h / 19 h - Samedi 9 h / 12 h - 14 h / 19 h

Relations abonnés : www.abonne.ouest-france.fr  
Tél. 02 99 32 66 66  
Président du Comité éditorial : François Régis Hutin  
N° 22180 www.ouest-france.fr Tél. 02 99 32 60 00

# Vivre à Gaza entre ennui et interdits



Notre reportage

Il y a dix ans, les islamistes du Hamas prenaient le pouvoir à Gaza. Depuis, Israël maintient un blocus de fer autour du minuscule et surpeuplé territoire palestinien. La jeunesse étouffe et désespère entre ennui, blues et interdits.

Page 2

## Nos Patriotes, une histoire méconnue de la Résistance

Marc Zinga (au centre) et Pierre Deladonchamps luttent contre l'Allemagne nazie. Avec *Nos Patriotes*, le cinéaste Gabriel Le Bomin signe un récit romanesque crédible et passionnant qui met en lumière le sort des tirailleurs sénégalais pendant la Seconde Guerre. Alexandra Lamy et Louane sont également au générique.



En Cultures-Magazine

## Football : les Bleus finissent sur une bonne note (3-2)

En Sports

### Côtes-d'Armor

Corlay. – La saison hippique démarre dimanche

Page 10

Variscan devrait arrêter la recherche minière en Bretagne

Page 6

## Proportionnelle : le débat rouvert

Après le raz-de-marée des candidats LREM, le Premier ministre Édouard Philippe juge utile l'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives. Pour une composition de l'Assemblée fidèle à la réalité politique du pays.

Page 5



Reuters

## Les éleveurs bloquent leurs laiteries

Sept laiteries, toutes coopératives, dans les trois régions de l'Ouest, sont bloquées depuis hier et pour 48 heures par des éleveurs laitiers. Leurs coopératives appellent au dialogue. Photo : l'usine Délécelait, dans la Manche.

Page 4



Ouest-France

## Jeudi, la première épreuve du bac

Demain, ils seront 718 890 à passer le baccalauréat (philo ou français). Ce sera peut-être le dernier bac « à l'ancienne » avant la réforme souhaitée par le gouvernement. Les lycéens commencent une semaine d'épreuves chargée.

Page 3



Marc Olivier

## Commentaire

par Patrice Moyon

# Europe : sortir du Far West social

Les cadenas font leur grand retour. Dans les têtes et sur la scène politique européenne. On l'a vu au moment du Brexit avec la présence des travailleurs polonais ou roumains dénoncée par les conservateurs britanniques.

C'est vrai aussi en France avec la « clause Molière » soutenue notamment par Laurent Wauquiez (LR). L'idée étant d'imposer la compréhension et la pratique du français aux personnes employées sur des chantiers. Molière ou l'habile habillage d'un nationalisme qui ne dit pas son nom. Au sortir de la Guerre, les pères fondateurs de l'Union européenne maudissaient les frontières. Certains les parent aujourd'hui de toutes les vertus.

Même au sein de l'Union, nos plus proches voisins ne sont plus toujours les bienvenus. Car la libre circulation des travailleurs est désormais perçue comme une mise en concurrence sauvage sur le plan social. « Moins cher signifie toujours de la souffrance pour quelqu'un », résume Jean-Luc Mélenchon.

Pendant la campagne présidentielle, le porte-parole des In-soumis avait promis de suspendre l'application de la directive européenne des travailleurs détachés s'il était élu. Une menace

également brandie par Manuel Valls lorsqu'il était encore Premier ministre. Emmanuel Macron à son tour durcit le ton.

La situation actuelle est un Far West contestable. Elle autorise tous les abus comme ces frais de transport ou de repas retranchés du salaire. Économiquement, elle crée des distorsions de concurrence comme on l'a vu avec les abattoirs. Pendant plus de dix ans, l'industrie allemande de la viande a tourné avec des Polonais, des Bulgares et des Roumains payés avec un lance-pierre.

### Une zone de non-droit

En dépit des protestations des professionnels français, belges et danois, la Commission a laissé faire. Jusqu'en 2015, aucun salaire minimum ne s'appliquait en effet à ce secteur en Allemagne. Socialement, ce texte a aussi laissé prospérer une zone de non-droit : agences d'interim nichées dans des paradis fiscaux, fausses déclarations fiscales...

C'est en cela que la remise à plat de cette directive sur les travailleurs détachés, examinée jeudi par le Conseil européen à Luxembourg, a une dimension exemplaire. Depuis plusieurs mois, elle

fait l'objet de discussions parfois féroces au sein de la commission des Affaires sociales du Parlement européen, mais aussi entre les pays de l'Union. Trouver un accord à Vingt-Sept n'a jamais été facile. Et sur le plan social encore moins.

Ce serait déjà un vrai progrès si les travailleurs détachés bénéficiaient des mêmes conditions salariales (primes comprises) que leurs collègues. Un progrès aussi si une limite était posée au détachement. On s'orientait vers vingt-quatre mois. La France veut raccourcir cette durée et la ramener à douze. Paris demande aussi la mise en place d'une plateforme de coordination gérée par la Commission. Jeudi, les discussions s'annoncent vives.

L'Europe ne se construira pas sur le moins-disant social. Une avancée est nécessaire. Sur ce dossier comme sur d'autres, Emmanuel Macron choisit le mouvement et le rapport de force. Ambitieux, il prend aussi un risque. Celui de batailler pendant des mois et de ne rien obtenir. C'est ce qui est arrivé au texte sur l'harmonisation du temps de travail ou au congé de maternité enterrés depuis bientôt dix ans, faute d'avoir pu trouver un accord au bon moment.

**Vous surclasser pour mieux vous protéger**

## VOS LUNETTES DE SOLEIL AUSSI, EXIGENT UN SPÉCIALISTE

**À partir de 59€\***  
les solaires de marque  
HAUTE QUALITÉ  
OFFRE EXCEPTIONNELLE

Rendez-vous sur [tendancesolaire.fr](http://tendancesolaire.fr)

Selon mentions légales : \* Offre à partir de 59€ TTC la paire de lunettes de soleil des marques Calvin Klein, Lacoste, Esprit, Nike, Rebel, Elle, valable du 15 avril au 31 juillet 2017 selon les stocks disponibles dans les magasins participant à l'opération. Prix de la monture affiché en magasin. Les montures, selon les modèles, sont adaptables à la vue à partir de +20€ en verres teintés, +30€ en verres teintés antireflets face arrière, +60€ en verres photochromiques, +60€ en verres polarisants, +60€ en verres miroirs antireflets pour des verres unifocaux Essilor ou Hoya et pour des dioptries de -7, -6, cylindre de 4. En verres progressifs Essilor ou Hoya, au prix de la monture, il faut compter +80€ en verres teintés, +90€ en verres teintés antireflets face arrière, +120€ en verres photochromiques, +120€ en verres polarisants, +120€ en verres miroirs antireflets. Ces offres ne sont pas cumulables avec d'autres offres promotionnelles, forfaits ou avantages. Ce dispositif médical est un produit réglementé qui porte au titre de cette réglementation le marquage CE. Photos non contractuelles.

<b>LAMBALLE 22400</b> 5, rue Bario 02 96 50 03 84	<b>LEHON 22100</b> Centre Commercial Leclerc 02 96 87 29 90	<b>PLÉRIN 22190</b> 1, rue François Jacob 02 96 78 96 48
<b>LANGUEUX 22360</b> 2 bis, rue Fulgence Bienvenue 02 96 52 48 48	<b>LOUDEAC 22600</b> 16, rue de Moncontour 02 96 66 13 60	<b>ST AGATHON 22200</b> Avenue du Goëlo 02 96 21 24 27
<b>LANNION 22300</b> 20, rue Jean Savidan 02 96 37 70 70	<b>PAIMPOL 22500</b> 1, place Gambetta 02 96 20 46 11	<b>ST BRIEUC 22000</b> 21, rue Pierre Le Gorrec 02 96 61 18 15

Mutualité Française des Côtes d'Armor, union soumise aux dispositions du livre III du code de la Mutualité, SIREN n° 775 568 926

**LES OPTICIENS MUTUALISTES**  
VOTRE VUE. NOTRE PRIORITÉ.

0358 - 1406 - 1.00 A  
3 782035 801001

# À Gaza, l'infinie déprime d'une jeunesse en prison

**Reportage.** Il y a dix ans, les islamistes du Hamas prenaient le pouvoir du minuscule et surpeuplé territoire palestinien. Depuis, Israël maintient un blocus de fer. Les jeunes étouffent.



Gaza.  
De notre envoyé spécial

Elle est la petite rockeuse de Gaza. Insolente et désinvolte, Nana, 16 ans, répète à la batterie avec ses copains du groupe Nissan (*Avril, en arabe*), au Edward Saïd Center. Il y a quelques semaines, elle s'est fait éjecter de la scène pendant son premier concert public. Une femme sur scène ! Insupportable pour les islamistes du Hamas, qui dirigent le territoire. Il a fallu qu'un garçon la remplace.

Être jeune à Gaza, c'est livrer un combat quotidien contre l'ennui, le blues et les interdits. À cause de la loi islamique qui régit la façon de s'habiller, de se nourrir. Qui prohibe l'alcool, les cinémas et les amours hors mariage. « Certaines amies ont des petits copains. Personne ne doit le savoir, surtout pas les parents. Ils se voient dans des supermarchés, des cafétérias », confie une jeune Gazaouie.

À cause surtout du blocus, imposé par Israël en 2007 en réponse à la prise de pouvoir par le mouvement islamiste Hamas. La mince bande de terre est une prison à ciel ouvert. Jamais le besoin de s'évader n'a été aussi pressant. Par la musique, le rêve. Ou la drogue, avec le Tramadol, un antidouleur dont la consommation est devenue un problème de santé publique.

## Les tunnels fermés

Gaza est surpeuplée (2 millions d'habitants sur une bande de 40 km sur 8 km). Gaza est pauvre : 80 % de la population perçoit une aide humanitaire, quand le chômage frappe 40 % des actifs. Les tunnels de contrebande, percés depuis l'Égypte, ont presque tous été détruits. Il en existait des centaines par où passait un invraisemblable trafic allant des couches-culottes au bétail sur pied, mais aussi des armes. L'Égypte et Israël se sont mis d'accord pour les démolir.

L'État hébreu a certes allégé la liste

des produits interdits. On trouve de tout dans les magasins. Bon marché pour un Européen, cher pour un Gazaoui. « En tant que réfugié, je reçois des Nations unies 1 800 shekels (360 €) pour trois mois. Mais les prix ont beaucoup augmenté depuis le blocus. Après un mois, tout est dépensé », soupire Salim, 63 ans. Père de huit enfants, dont un seul travaille, il est né dans le camp de Jabalya et n'en est jamais parti.

L'Autorité palestinienne, qui contrôle les grandes villes de Cisjordanie mais a été expulsée par la force de Gaza, estime que le Hamas n'a qu'à se débrouiller. Elle ne paie plus l'électricité fournie par Israël. Les Gazaouis ont du courant, au mieux six heures par jour. On se débrouille avec des panneaux solaires, des générateurs. Mais beaucoup de familles n'ont pas les moyens.

## Musique et blogs

L'Autorité palestinienne vient aussi de diminuer de 30 % à 50 % le salaire de ses fonctionnaires de Gaza, payés depuis dix ans à ne rien faire. Or, ces 100 000 personnes font vivre le territoire. Quant au Hamas, qui se finançait avec les tunnels, il est à court d'argent. Il a réduit de moitié les salaires des 55 000 fonctionnaires qu'il avait nommés. La misère gagne, le désespoir aussi. « Le blocus cause des dépressions, il y a beaucoup de suicides », assure Youssef, 22 ans, qui étudie la psychologie à l'université al-Azhar.

Dans la jeunesse, Internet est une frustrante ouverture au monde. On passe des journées sur les réseaux sociaux, n'ignorant rien du mode de vie en Occident. Certains, comme Moussa, trouvent un exutoire dans la musique. D'autres comme Montasser, 24 ans, se réfugient dans la tenue d'un blog. Beaucoup prolongent les études dans les universités.

Maram, 21 ans, a réussi à quitter Gaza en 2011. Elle est allée en Europe. « Dix-sept jours, d'abord en France, à Lille. Un matin, on a roulé jusqu'à Bruxelles. Dans un autre pays, sans avoir passé de checkpoint, ni vu d'uniformes ! Juste un panneau de bienvenue. C'était comme un rêve », s'émerveille la jeune femme.

Mais pour un espoir réalisé, combien de désillusions ! Israël délivre les visas au compte-gouttes et de façon discrétionnaire. Chacun a son histoire d'attente interminable, de voyage annulé au dernier moment...

Asmaa, 29 ans, est diplômée de la prestigieuse London School of Economics. L'an dernier, elle participait



Être jeune à Gaza, c'est livrer un combat quotidien contre l'ennui, le blues et les interdits.

au sélectissime forum de Davos. « Il y a trois mois, ma mère m'a demandé de rentrer à Gaza. Depuis, impossible de ressortir », raconte-t-elle, avec un sourire plein d'amertume. À la mi-mai, elle était invitée au Forum

économique mondial, en Jordanie. « Tous mes papiers étaient en règle, je n'ai jamais pu avoir le permis de sortie. »

« Ici, on ne vit pas, c'est une prison », soupire Asmaa, 20 ans. Le vi-

sage enserré dans un strict foulard, longuement vêtue de noir, la jeune fille est d'une liberté de parole qui contraste avec le formalisme de sa tenue. « Pour survivre, j'ai ma méthode : je me force à me contenter

de ce que j'ai, à ne penser qu'à demain. On sait qu'un jour, on quittera Gaza. Mais on ne sait pas quand. »

Marc MAHUIER.

## Le système de santé est au bout du rouleau

Hamman, 42 ans, souffre d'un cancer du cerveau. L'année dernière, elle a pu quitter Gaza pour se faire opérer à Jérusalem. Un deuxième rendez-vous était prévu, mais elle n'a pas obtenu à temps l'autorisation de sortie. Début juin, la voici qui attend le fameux permis pour une nouvelle intervention. À quelques jours, elle n'est sûre de rien. « Faire ces démarches prend toute mon énergie. Je suis épuisée », soupire-t-elle.

### Ni chimio ni radiothérapie

Son cas est fréquent chez les malades du cancer. Gaza ne dispose pas de moyen de chimiothérapie ni de radiothérapie. Il faut sortir et, pour cela, obtenir le feu vert des Israéliens. « Souvent, après deux ou trois séances, plus moyen d'avoir le permis. Et pour ceux qui sont soupçonnés d'avoir un activiste dans leur famille, c'est impossible », témoigne Firyal Abel, qui dirige le centre de



L'hôpital Nasser manque terriblement de moyens.

santé pour les femmes du camp de réfugiés Al Burej.

L'établissement, ouvert avec l'aide de Médecins du Monde, fait également office de planning familial, avec

des soins de gynécologie et des aides pour la contraception. Souvent, des femmes viennent pour un problème à la poitrine mais refusent le dépistage du cancer du sein. Car le

seul geste thérapeutique accessible est la mastectomie (ablation).

« Les femmes craignent d'être répudiées par leur mari et préfèrent ne pas savoir », explique Firyal. Les statistiques sont terribles : le taux de survie est de seulement 56 %, contre 87 % en France.

Dix ans de blocus ont considérablement dégradé l'accès aux soins. « Les hôpitaux ne recrutent plus, les urgences manquent de médicaments de base comme les antalgiques ou les antibiotiques, la maintenance des équipements n'est pas assurée », décrit Ahmed Abu Tair, chirurgien à Médecins du Monde.

L'iode, nécessaire pour utiliser les appareils de scintigraphie, est interdit d'entrée : Israël considère qu'il pourrait être détourné à des fins militaires. « Des milliers de gens attendent pour la détection de cancers du côlon, de la prostate. »

## Le monde et l'Europe en bref

### Roumanie : Iliescu et Roman seront jugés

L'ancien président Ion Iliescu et l'ex-Premier ministre Petre Roman vont être jugés pour crimes contre l'humanité. Ils sont accusés d'avoir utilisé les forces de police, ainsi que des mineurs et d'autres ouvriers, pour

réprimer des manifestations pacifiques place de l'Université à Bucarest du 13 au 15 juin 1990. Quatre personnes avaient trouvé la mort et près de 1 400 personnes avaient été blessées.

### Cuivre

Le développement du marché des véhicules électriques va entraîner une forte hausse de la demande de cuivre au cours des dix prochaines années, selon un rapport publié, hier. La demande de cuivre devrait passer de 185 000 tonnes en 2017 à 1,74 million de tonnes en 2027, soit neuf fois plus.

### Gibraltar, partie intégrante du Royaume-Uni

Pour la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), Gibraltar et le Royaume-Uni doivent être traités comme un seul et même État membre de l'Union européenne pour certains aspects du droit communautaire. Cet arrêt rendu hier par

la plus haute cour de justice de l'UE pourrait compliquer la volonté de l'enclave, située à l'extrémité sud de l'Espagne, d'obtenir un statut spécial une fois le Brexit acté. Les électeurs de Gibraltar ont opté à 95 % pour un maintien dans l'Union européenne.

### Les Saoudiens prêts à envoyer une aide au Qatar

Le ministre saoudien des Affaires étrangères n'écarte pas la possibilité d'envoyer une aide alimentaire et médicale au Qatar, qualifiant le gel des relations diplomatiques entre les deux pays de « boycott et non de

blocus ». L'Iran et le Maroc avaient déjà annoncé envoyer des produits alimentaires à l'émirat. L'Arabie Saoudite accuse le Qatar de collusion avec l'Iran et l'État islamique.

### Venezuela : flambée de colère contre la Cour suprême



Des manifestants d'opposition ont lancé des cocktails Molotov, lundi soir, contre le siège du Tribunal suprême de justice, dont les magistrats venaient de rejeter un recours contre le projet d'Assemblée constituante du président socialiste Nicolás Maduro. Ce projet vise clairement à contourner le Parlement contrôlé par l'opposition du centre et de droite. Laquelle exige le départ du chef de

l'État et la tenue d'une élection présidentielle. Sitôt connue la décision des juges, la procureure générale Luisa Ortega a déposé un nouveau recours : elle conteste la nomination par le pouvoir de trente-trois juges du TSJ, dont elle dénonce la totale absence d'indépendance. Précision : Luisa Ortega est une ancienne socialiste, inquiète de la dérive dictatoriale.

### Un (petit) pas de plus contre l'évasion fiscale

Pour lutter contre l'évasion fiscale, un projet de directive européenne imposant aux multinationales et à leurs filiales présentes dans l'Union européenne de publier le montant de leurs impôts, pays par pays, a été adopté lundi. Il ne s'agit que d'un pro-

jet et la droite et les libéraux ont déjà fait adopter un amendement pour protéger les « informations commerciales sensibles ». La gauche et les écologistes craignent que cela limite la portée du texte. À lire sur [ouest-france.fr](http://ouest-france.fr)

### Lafarge en Syrie : l'enquête confiée à trois juges

Le parquet de Paris a annoncé, hier, avoir confié à trois juges l'enquête judiciaire concernant le groupe franco-suisse Lafarge-Holcim. Cette information, instruite par deux juges du pôle financier et un magistrat du pôle antiterroriste, vise notamment les chefs

de « financement d'entreprise terroriste » et de « mise en danger de la vie d'autrui ». Le cimentier, accusé d'avoir indirectement financé l'État islamique entre le printemps 2013 et la fin de l'été 2014, s'est dit « prêt à coopérer avec la justice ».

### Un étudiant américain gracié par la Corée du Nord

Condamné à quinze années de travaux forcés en Corée du Nord, Otto Wambier, 22 ans, a été libéré, hier, d'après Rex Tillerson, secrétaire d'État américain. Cet étudiant américain avait été condamné, en mars 2016, pour avoir volé une affiche ornée d'un slogan politique dans un hôtel de Pyongyang où il était hébergé dans le cadre d'un voyage organisé. Le jeune homme (*ici, en 2016 lors de son procès*) est dans le coma depuis plus d'un an après avoir contracté un cas de botulisme.



# En Palestine, la colonisation continue

Cinquante ans après la guerre des Six-jours, c'est à une lente annexion de la Palestine qu'Israël se livre. Dernier exemple, la nouvelle colonie dans la vallée de Shilo, près du village de Jalud.

À Jalud.  
De notre envoyé spécial



Pour aller à son champ de la vallée de Shilo, Nabil Badaoui, 42 ans, a besoin d'un permis spécial délivré par les autorités israéliennes. C'est compliqué, long à obtenir. Il n'a le droit de s'y rendre que deux fois par an : une fois pour retourner la terre, une autre fois pour récolter ses olives. « **Et quand mes figes sont mûres en août, ce sont eux qui le récoltent** », sourit-il, fataliste.

« Eux », ce sont les Israéliens installés tout à côté. Deux colonies qui portent les noms de Shilo et de Shvut Rahel. Le champ de Nabil était trop près, en 2011 il lui a été confisqué. C'est ainsi : depuis qu'Israël a gagné la guerre des Six-jours en 1967, la colonisation ne cesse de grignoter la terre des Palestiniens.

## « Couper le pays en trois »

Une carte montre comme une peau de léopard piquée d'innombrables taches les 131 colonies auxquelles s'ajoutent plus d'une centaine d'« avant postes », ramassés de cara-



Abdullah El Haj montre les colonies et avant-postes qui cernent son village.

vanes, qui peu à peu se transforment en implantations définitives avec la bénédiction de l'État hébreu, qui fournit gratuitement l'eau et l'électricité.

Dans la vallée de Shilo, cette présence va encore s'alourdir avec la création prochaine d'une troisième colonie. L'événement est important : elle sera la première depuis vingt-cinq ans qui ne soit pas la transformation d'un avant-poste.

Son annonce a ému jusqu'au Conseil de sécurité des Nations unies, qui, en décembre, a rappelé l'illégalité de cette annexion par petits bouts. Le gouvernement de Benyamin Netanyahu n'en a cure. Il l'a promise à l'extrême droite, la colonie ouvrira.

Sur le toit terrasse de la mairie de Ja-

lud, Abdullah El Haj montre les deux bases militaires, les deux colonies et les six avant-postes qui cernent le village dont il dirige le conseil. Au loin sur une crête, on distingue des alignements de toits rouges dans la verdure. « **Avec la nouvelle colonie, cela fera toute une ligne** », soupire-t-il.

Dans son bureau décoré des portraits de Yasser Arafat et de Mahmoud Abbas, il égrène les chiffres de son malheur : les 7 500 dunums (environ 750 ha) pris par Israël. Plus les terres déclarées interdites d'accès en 2001 pour punir les habitants après l'intifada. Et maintenant, cette centaine d'hectares confisqués sans même une indemnisation. « **Jalud ne cesse de perdre des habitants. Il en reste**

800, mais beaucoup ne travaillent plus ici », soupire-t-il.

Pour les Palestiniens, la stratégie est claire : « **Nous décourager pour que l'on parte.** » À Naplouse, Mahmoud Isleem est coordinateur de Médecins du Monde qui intervient pour aider les victimes de violences. Sur une carte, son doigt parcourt les sites des colonies. « **C'est un réseau dont le tracé ne doit rien au hasard** ». Il montre deux lignes d'ouest en est : « **Le but est de couper notre pays en trois morceaux** ».

## De 184 000 à 700 000 colons

Au gouvernorat régional de l'Autorité palestinienne, Ghasan Daghlal déplore l'inefficacité des accords d'Oslo (1993) censés arrêter la colonisation. « **À l'époque, il y avait 184 000 colons, maintenant ils sont 700 000** », assure-t-il. La situation a empiré : « **Avant, ils venaient du monde entier, ils savaient que ce n'était pas leur pays. Aujourd'hui, leurs enfants considèrent qu'il est à eux.** »

Que faire ? La vingtaine d'habitants de Jalud, spoliés par la nouvelle colonie, ont formé un recours devant la Cour suprême d'Israël. Leurs chances sont minces. Nabil, le paysan, pleure sa terre volée. Avec son vieux tracteur Massey-Ferguson attelé d'une remorque, il va chercher un lot de chaises pour la fête qu'organise une famille du village. Pour manger, le fermier est devenu déménageur.

Reportage : Marc MAHUZIER.

## « Condamnées par le droit international »

Trois questions à...

**Aude Signoles**, maître de conférences à Sciences-Po Aix-en-Provence.

### Quel est le statut juridique des colonies ?

Elles sont totalement illégales et condamnées par le droit international. Ce qui n'a pas empêché leur nombre de doubler depuis les accords d'Oslo, en 1993. Aujourd'hui, les colonies, les avant-postes et les routes représentent 72 % de la Cisjordanie. L'Autorité palestinienne n'en contrôle que 28 %, mais c'est là que vit 90 % de la population.

### Quel est le but poursuivi par Israël ?

En 1967, après la guerre des Six-jours, l'occupation poursuivait un double objectif. Militaire, d'abord, avec la création d'une zone tampon entre les pays arabes de l'Est, notamment la Syrie et l'Irak. Économique, ensuite, en accaparant les richesses de la Palestine. Ses ressources hydrauliques qui en font un véritable château d'eau, indispensable au développement de l'agriculture. Son sous-sol, les carrières de pierre par exemple. Les colonies de peuplement sont venues plus



tard, avec un prétexte idéologique et religieux : reprendre la terre des ancêtres. Mais en réalité, l'enjeu est aussi démographique. En créant de fait une Cisjordanie peuplée d'Israéliens, le démantèlement devient impossible. Et la création d'un État palestinien aussi.

### Que fait la communauté internationale ?

Les Nations unies ne peuvent pas faire grand-chose car les États-Unis disposent d'un droit de veto qu'ils menacent d'utiliser dès que des sanctions sont proposées. Quant à l'Europe, qui finance en grande partie le fonctionnement de l'Autorité palestinienne, elle est divisée, avec des États incapables de se mettre d'accord sur une politique à mener.

## Attaqué par des hommes masqués

Journée de tension en Cisjordanie, en cette fin de mai. Des manifestations ont éclaté en soutien à la grève de la faim lancée par les prisonniers palestiniens détenus à Jérusalem. Et à Hawara, un colon a ouvert le feu, faisant un mort. De quoi encore aggraver la haine entre les deux communautés. Dans le Nord, des groupes paramilitaires armés attaquent régulièrement des villages palestiniens. Récemment, ils ont mis le feu à une maison. Un couple et leur bébé sont morts brûlés.

La plupart du temps, les attaques sont le fait de colons, comme au village d'Urif, souvent agressé par ceux installés à côté. Le 22 avril, un groupe cagoulé s'en est pris à Mounir Selman, dont la maison est la plus proche. Dans son fauteuil roulant, les yeux pleins de colère, il montre sa jambe couverte de bandages : « **Ils me l'ont cassée avec une barre de fer.** » Son témoignage est confirmé par une vidéo de l'attaque qu'a réussi à prendre sa fille Yasmina, 15 ans. « **Ils ont aussi essayé de faire brûler la maison avec des bouteilles de gaz, mais ils n'ont pas réussi.** »

Des soldats israéliens armés accompagnaient le raid, et ont laissé faire. « **Ils ne sont pas là pour s'interposer, juste pour protéger les co-**



Mounir Selman a été agressé en avril.

lons s'ils étaient menacés », explique Adel, 35 ans, un élu d'Urif. Le 29 avril, un autre commando a fait irruption, criant des menaces. « **C'était encore un samedi. Ils venaient de célébrer shabbat et portaient des chemises blanches.** » Comme d'habitude, tous avaient le visage masqué, sauf un, qui était armé. Trois soldats les accompagnaient. Des jeunes du village ont riposté avec des pierres. Les militaires ont tiré des gaz lacrymogènes, et des balles de caoutchouc, faisant trois blessés légers. Puis, après une heure environ, ils sont partis.

Pourquoi de tels raids ? « **Ils veulent nous effrayer. Pour eux, c'est leur pays, nous devons partir.** »